

Séance ordinaire du mardi 4 avril 2023

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-trois et le quatre avril, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Petite enfance et Place de l'enfant dans la Ville

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absents / Excusés :

Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Clothilde OLLIER

Évolution des critères d'attribution de places en crèches municipales - Approbation

Madame Taslime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier gère l'attribution de plus de 1 340 places proposées par les crèches municipales et par les crèches partenaires qu'elle finance (gestion privée avec réservation de places par la Mairie). L'ensemble de ces places est attribué dans le cadre des commissions se tenant habituellement en avril ou mai ou au fil de l'eau tout au long de l'année.

Préambule :

Consciente des enjeux majeurs liés à la Politique Petite Enfance, La Ville de Montpellier souhaite réorienter les critères d'attribution des places autour de trois grandes priorités :

- Contribuer à la socialisation pour lutter contre les inégalités ;
- Agir pour favoriser l'accès à l'emploi et prioriser les carrières des femmes ;
- Prévenir les vulnérabilités auxquelles sont exposées les femmes seules avec enfants.

Contexte :

La Ville de Montpellier souhaite redéfinir les règles d'attribution de places en considérant que :

- L'accès à un mode d'accueil permet non seulement aux parents de jeunes enfants de concilier vies professionnelle, familiale, sociale et personnelle mais il favorise également l'épanouissement et le

développement physique, psychique, affectif, cognitif et social des tout-petits ;

- De nombreux rapports et études internationales telles que, en France, le rapport « *l'accueil des enfants de moins de trois ans* » de 2018 du conseil de la famille et le Conseil de l'enfance (HCFEA) ou le rapport de la commission des « 1000 premiers jours » de 2020 pointent les inégalités économiques d'accès aux différents modes d'accueil, notamment l'iniquité entre assistant(e) maternel(le) ou crèche et soulignent l'importance de favoriser l'accès aux modes d'accueils ;
- D'après le rapport de l'Observatoire national de la petite enfance (édition 2020) intitulé « *l'accueil du jeune enfant en 2019* », parmi les enfants des familles les plus modestes, 6 sur 10 ne fréquentent aucun mode d'accueil, contre seulement 1 sur 10 dans les familles les plus aisées. En 2013, seulement 16% des enfants des familles les plus modestes étaient accueillis en crèches alors qu'ils étaient 32%, soit le double, chez les familles aisées. L'accueil chez une assistante maternelle est encore plus marqué socialement puisque seulement 5% des enfants des familles les plus modestes y avaient recours en 2013. C'est 9,2 fois moins que pour les enfants des familles les plus aisées. L'Observatoire indique que cela tient notamment au fait que, pour les familles modestes, la crèche nécessite moins d'avances de frais et est moins onéreuse que l'assistante maternelle.

Par ailleurs, l'ensemble des études confirment l'impact déterminant d'un accueil régulier en crèche (quelques jours par semaine) au contact d'une équipe pluridisciplinaire pour accélérer le développement affectif, cognitif, relationnel et psychomoteur et favoriser la détection et la prise en charge précoce des difficultés, troubles et handicaps des enfants.

De même, il est établi que l'accès en établissement d'accueil du jeune enfant (EAJE), financé par la Prestation de Service Unique (PSU), est le mode d'accueil qui garantit le mieux la justice sociale pour ce qui concerne le taux d'effort et le reste à charge qui incombe aux ménages ; à titre d'exemple, le taux d'effort pour les familles gagnant deux fois le salaire minimum de croissance (Smic) est de 15 % pour le recours à la garde partagée, 13 % pour le recours aux assistantes maternelles, 6 % pour l'accueil en EAJE et 23 % pour l'accueil en micro crèche. Or il est établi que les familles aisées ont 4,5 fois plus de chances d'avoir une place en crèche que les familles à faible revenu.

Enfin, la politique d'accueil des tout-petits doit activement contribuer à l'égalité femmes-hommes, au déroulement des parcours professionnels et à la conciliation vie familiale et professionnelle ainsi qu'à l'attractivité des territoires.

Présentation du dispositif :

Prenant la mesure de ces constats, c'est dans un esprit d'attractivité et de prévention des inégalités que la Ville de Montpellier fait évoluer les règles d'attribution des places en crèche qui dataient de 2016 et reposait essentiellement sur l'ancienneté (antériorité du dépôt de dossier) pondérée par la situation professionnelle, familiale et sociale.

Avec la présente réforme, la Ville entend :

- o Faire des crèches des lieux d'inclusion sociale et agir pour l'égalité des chances dès les premiers jours ;
- o Favoriser l'intégration en milieu ordinaire des enfants en situation de handicap ;
- o Soutenir l'accès à la crèche des enfants issus des familles modestes et de la classe moyenne ;
- o Soutenir l'emploi ainsi que le retour à l'emploi ;
- o Promouvoir l'égalité femmes-hommes ;
- o Favoriser la mixité sociale dans tous les quartiers de la ville ;
- o Accompagner les parentalités.

L'ensemble de ces objectifs doit se concilier avec le projet éducatif défini par chaque établissement.

La réflexion engagée depuis 2021 pour élaborer les nouvelles règles d'attribution s'appuie en premier lieu sur une analyse comparative menée par la direction du pôle petite enfance auprès de 7 villes françaises de strates comparables (Metz, Nantes, Marseille, Bordeaux, Lyon, Villeurbanne, Strasbourg). Cette analyse mettait en exergue les éléments suivants :

- o Une majorité de villes a mis en place une grille de critères assortis d'une cotation. Ces critères ont trait, le plus souvent, à la situation et à l'organisation familiale, à la situation professionnelle des ou du parent(s), au revenu, à la situation sociale, à l'historique de la demande de place en crèche ;
- o Plusieurs villes ont intégré le critère du revenu. C'est le cas de Lyon, Metz, Nantes et Marseille.

Cette première analyse a été complétée par la mise en place d'un groupe de travail représentatif des composantes de la Direction qui s'est réunie durant le dernier trimestre 2022 et a abouti à la présentation d'une nouvelle grille de cotation.

Conformes aux principes d'expérimentation et d'évaluation fixés ; les nouvelles règles d'attribution feront l'objet d'une expérimentation durant l'exercice 2023/2024 et s'articulent autour de 4 principes :

1. Une cotation des demandes établie à partir des différents critères dont celui du revenu

La nouvelle grille de critères et les points cumulatifs attribués à chaque critère sont présentés en annexe, étant précisé que

- o L'indicateur du revenu retenu est celui des ressources de la Caisse d'allocations familiales servant de base au calcul de la tarification horaire ;
- o Une attention particulière est portée aux enfants de parents isolés, des familles monoparentales ;
- o Un accompagnement personnalisé par le Relais Petite Enfance est porté aux enfants des parents travaillant au sein des services de la Ville, de la Métropole et du CCAS ainsi que des parents recrutés sur des métiers en tension (Fonction Publique Hospitalière et Etat notamment).

2. Une étude prioritaire par les assistants de service social par rapport à des situations particulières :

- o Dont un parent est mineur ou jeune majeur ;
- o En situation de vulnérabilité sociale, économique ou éducative ;
- o Dont les parents sont inscrits dans un parcours d'insertion professionnelle porté par un acteur avec qui la Ville a établi un partenariat ;
- o Issus de naissances multiples (triplés ou plus).

3. La prise en compte des capacités réelles d'accueil de chaque établissement dans le processus d'attribution, à côté des demandes des familles hiérarchisées au moyen de la cotation. Qu'il s'agisse du nombre de jours d'accueil sur la semaine et des horaires d'ouverture, de l'équilibre des tranches d'âge, de l'organisation de l'espace ou de l'accompagnement à mettre en place pour l'enfant ou son/ses parents. Chaque établissement doit en effet tenir compte des contraintes et caractéristiques objectives pour préserver la qualité de l'accueil mais aussi l'équilibre gestionnaire de sa structure.

4. Dans un objectif de justice sociale, une régulation des places attribuées visant à rompre la reproduction des inégalités sociales et à préserver la mixité sociale dans les établissements. Dans les établissements où la mixité fait défaut, cette mesure volontariste contribuera à la renforcer. Parallèlement, dans les établissements susceptibles de concentrer les difficultés, une vigilance constante sera exercée quant à l'effectivité de la mixité sociale au bénéfice des enfants accueillis et des équipes.

Les nouvelles règles seront appliquées à compter des commissions d'attribution des places d'avril/mai 2023 statuant sur la rentrée de septembre. Une évaluation sera réalisée après une année d'application, afin d'analyser les impacts et le cas échéant proposer certains amendements. Un bilan de cette expérimentation sera ainsi communiqué au Conseil municipal.

Consciente de l'importance des attributions de place en crèche pour les parents, la Ville de Montpellier accompagnera l'expérimentation d'un réel travail de communication pédagogique afin que les parents, au-delà de la seule cotation, puissent comprendre les ressorts des attributions de place.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la nouvelle grille de cotation des critères d'attribution de places et de l'expérimenter lors des prochaines commissions ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Elodie BRUN-MANDON.

Fait à Montpellier, le 14 avril 2023

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 avril 2023

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Grilles attribution

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20230404-226880-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 14/04/23
Réception en Préfecture : 14/04/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.